

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2014)
Heft: 2025

Artikel: Brider l'attractivité de la Suisse pour maîtriser l'immigration? : Foire d'empoigne et choc frontal des cantons en perspective
Autor: Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012677>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'îlot de croissance assumée

Lendemain de scrutins divers et variés

Yvette Jaggi - 10 février 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25222>

La Suisse veut juguler une immigration jugée «massive». Mais dans le même temps, elle s'équipe pour y faire face. En effet, ce 9 février, diverses votations vont dans le sens d'une augmentation de la capacité d'accueil et de la mobilité.

Ainsi, le peuple et tous les cantons suisses à l'exception de Schwyz acceptent la création d'un fonds de 6,4 milliards de francs destiné au financement des infrastructures ferroviaires. Genève accepte la

densification des constructions dans diverses villes et communes du canton. Le canton de Zurich autorise ses communes à prévoir des plans d'«écozones» dans lesquelles les énergies renouvelables seront favorisées. Pour ne rien dire des crédits de construction et d'équipements votés dans les cantons et les communes du pays.

D'une part, on bloque la libre circulation des personnes et, de l'autre, on accepte les

investissements nécessités par la croissance démographique.

Ce qui semble un paradoxe à l'échelle nationale trouve une certaine cohérence au plan local. Après tout, les citoyens de Chavannes-près-Renens ont refusé à 57,4% des votants l'initiative de l'UDC contre l'immigration massive, et approuvé à 61,1% l'aménagement d'une tour d'une centaine de mètres de haut et d'un quartier offrant 700 logements et un millier d'emplois.

Brider l'attractivité de la Suisse pour maîtriser l'immigration?

Foire d'empoigne et choc frontal des cantons en perspective

Jean-Pierre Ghelfi - 09 février 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25211>

La pression n'est pas prête de retomber. Les questions d'immigration et de population étrangère vont rester au centre de l'agenda politique. Après la page (mal) tournée de l'initiative de l'UDC acceptée aujourd'hui, voici venir celle du comité Ecopop.

Les expériences faites aussi bien avec le système des contingents de main-d'œuvre autorisés à venir travailler en Suisse qu'avec la libre circulation des personnes en provenance de l'Union

européenne depuis 2002 montrent que c'est la vitalité de l'économie qui dicte le rythme et le nombre de personnes que les entreprises souhaitent engager.

Si l'on considère que l'immigration est trop importante, ce n'est donc pas sur l'immigration qu'il faut agir, mais sur l'économie elle-même. Ce qui revient à dire qu'il faudrait parvenir à freiner ou à brider son dynamisme.

Les cycles conjoncturels

(périodes alternées de croissance et de récession) sont-ils suffisants en eux-mêmes pour réguler les mouvements d'immigration et d'émigration ? La Suisse a enregistré depuis les années 70 au moins cinq périodes de récession (milieu des années 70, début des années 80, première moitié des années 90, début des années 2000 et fin de cette même décennie), de sorte que la population résidente étrangère a augmenté en moyenne de

quelque 30'000 personnes par année (DP 2024) - la moitié moins que la moyenne de ces dix dernières années.

L'initiative «*Halte à la surpopulation - Oui à la préservation durable des ressources naturelles*» (dite [Ecopop](#)) prévoit que «*la part de l'accroissement de la population résidant de manière permanente en Suisse qui est attribuable au solde migratoire ne peut excéder 0,2% par an sur une moyenne de trois ans*». La limitation de 0,2% ne s'applique donc pas à l'augmentation de la population résultant de son accroissement naturel (naissances moins décès). Cet accroissement naturel, en moyenne au cours des quatre dernières décennies, s'est établi à 18'000 personnes par année. Le «*solde migratoire*» équivaut à une hausse annuelle nette de l'immigration de l'ordre de 16'000 personnes (0,2% de 8 millions).

Qui serait prioritaire?

Indépendamment de la (non)-compatibilité de ce texte avec l'accord sur la libre circulation des personnes, l'initiative ne dit pas comment il faudrait agir pour parvenir à ne pas dépasser le chiffre de 16'000 personnes. L'application d'une restriction aussi sévère de l'immigration de main-d'œuvre étrangère donnerait lieu à des foires d'emplois continues, tant les intérêts des entreprises et des cantons s'opposeraient frontalement, surtout en période de conjoncture favorable.

Si les postes disponibles étaient réservés en priorité aux personnes les plus qualifiées pour préserver le dynamisme du tissu industriel, technologique et scientifique du pays, des branches entières devraient être sacrifiées, comme la santé, la restauration, le tourisme, l'agriculture. Ou si la santé était jugée prioritaire, il ne resterait plus grand-chose pour les autres branches.

Certes, certaines régions pourraient recourir à davantage de main-d'œuvre frontalière (qui ne compte pas dans la population résidante). A moins que la main-d'œuvre frontalière, comme on l'observe depuis quelques années, ne devienne aussi présente dans des cantons non frontaliers. Plus généralement, on peut s'attendre à un développement de l'économie dite souterraine (travail au noir). Ce ne serait satisfaisant ni pour l'économie, ni pour les cotisations aux assurances sociales, ni pour les rentrées d'impôts.

Mission impossible?

Ces observations nous renvoient à notre remarque liminaire. Si l'on entend essayer de limiter l'immigration de la main-d'œuvre étrangère, il faut agir sur l'attractivité de l'économie helvétique. Mais n'est-ce pas mission impossible? L'éducation et la formation des habitants de ce pays sont orientées vers la recherche du travail bien fait dans tous les domaines et dans les moindres détails. De plus, le niveau des

salaires en Suisse, assez nettement supérieur à ceux d'un grand nombre de pays de l'Union européenne (DP 2024), exerce un fort effet d'attraction, encore accentué par la récente crise financière.

La première des mesures envisageables pour réduire l'attractivité de la Suisse consisterait à supprimer les avantages fiscaux accordés aux grandes entreprises qui viennent s'installer en Suisse, dont les cadres sont en grande majorité étrangers. La deuxième mesure serait de mettre fin à la concurrence fiscale entre les cantons pour attirer de «bons» contribuables suisses et étrangers. Mais on voit déjà la levée de boucliers des cantons qui invoqueraient une atteinte à leur souveraineté.

Vache sacrée?

Une troisième mesure toucherait ce que l'on appelle les mesures d'accompagnement pour éviter le *dumping* salarial. Il conviendrait en particulier de faciliter la procédure pour que le Conseil fédéral puisse déclarer les conventions collectives de travail de force obligatoires. Toutes les conventions collectives devraient au surplus contenir des salaires minimaux d'embauche suffisamment élevés pour permettre aux salariés de vivre décemment. Le patronat s'y est toujours opposé jusqu'à présent.

Cependant, le mois dernier, le président de l'USAM a déclaré

que ce thème n'était pas une «*vache sacrée*». Signe d'une évolution réelle? Il s'agirait aussi non seulement de renforcer la lutte contre la sous-enchère salariale, mais surtout de renforcer les sanctions, actuellement peu dissuasives, contre les employeurs qui ne respecteraient pas les dispositions légales ou conventionnelles.

Et ne revenons pas sur les questions liées à l'aménagement du territoire et à la politique des transports que *Domaine Public* a abondamment traitées au cours de ces derniers mois.

Le nœud de tous ces problèmes est qu'il n'existe pas de majorité politique pour les traiter avec sérieux et diligence. Au fond, peu de monde souhaite vraiment

s'interroger sur le modèle de développement économique du pays, la répartition spatiale des activités économiques et la manière dont sont (mal) distribués les bienfaits de la prospérité tant vantée.

Ces questions sont en fait diablement complexes. Beaucoup plus simple, au final, de s'en prendre au nombre d'étrangers plutôt qu'aux entreprises qui les engagent.

Zurich: glissements à droite même dans les villes

Il y a les grandes et les petites villes

Yvette Jaggi - 10 février 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/25218>

Dans la plus grande ville de Suisse, la majorité rose-rouge-verte installée en 1990 se maintient à l'exécutif (9 membres) comme au parlement communal (125). Mais à la municipalité, toujours présidée par la socialiste Corine Mauch, la démissionnaire verte Ruth Genner est remplacée par l'ancien modérateur de l'émission télévisée *Arena* et conseiller national Filippo Leutenegger, libéral-radical proche de l'UDC.

Au Conseil communal en revanche, les 38 socialistes et leurs alliés verts et membres de l'Alternative de gauche (AL) se retrouvent à 60 (+2) face à 49 représentants des partis bourgeois (22 UDC, 21 PLR et 6 PDC), avec 16 élus centristes (13 verts libéraux et 3 évangéliques) pour faire la

balance. Deux formations gagnent chacune trois sièges: l'AL grâce à la visibilité que lui vaut depuis l'an dernier son nouveau municipal Richard Wolff, et le PLR, qui semble se ressaisir.

A Winterthour, dont la présidence est passée il y a quatre ans du PS au PDC, la majorité a cette fois basculé avec le retour d'un UDC à l'exécutif, après douze ans d'absence. Les bourgeois sont donc à nouveau quatre sur sept. En revanche, au parlement local (60 membres) se retrouve le même rapport de forces de 22 roses-rouges-verts contre 24 représentants des partis bourgeois, sans oublier 7 Verts libéraux, 7 élus divers, dont un membre du Parti Pirate. Dans une situation financière difficile depuis deux

ans environ, la plus petite (103'000 habitants) des six grandes villes de Suisse entame une législature dans un climat politique plutôt pesant.

Trois autres villes du canton de Zurich viennent aussi de renouveler leurs autorités: Dietikon (24'200 habitants), Kloten (18'200 hab.) et Schlieren (16'700 hab.). Contrairement aux citoyens de la métropole et de Winterthour, ceux de ces trois villes ont, le même jour, approuvé l'initiative de l'UDC contre l'immigration massive, à des majorités comprises entre 53% et 60%, et conforté la majorité de droite dans leurs exécutifs et parlements respectifs.

A Dietikon, présidée par un libéral-radical, on compte tout juste un PS sur sept à l'exécutif